

Tel-Aviv, le 13 juin 2022

L'ACCORD DE LIBRE-ECHANGE ENTRE ISRAËL ET LES E.A.U, VU DE TEL AVIV

Cet accord signé moins de deux ans après la conclusion du premier des accords d'Abraham a une portée symbolique. Il officialise une relation économique déjà supérieure à celle entre Egypte et Israël et qui est amenée à se diversifier au-delà du commerce du diamant.

Les financements et investissements émiriens en Israël se développent.

1. L'ALE ISRAËL E.A.U. ACCOMPAGNE UN MOUVEMENT DÉJÀ ENGAGÉ ; IL A VALEUR DE SYMBOLE POLITIQUE ET DE SUITE LOGIQUE DES ACCORDS D'ABRAHAM.

Le 31 mai 2022 un accord de libre-échange a été signé entre les EAU et Israël – cet accord n'est pas encore ratifié et son texte n'a donc pas été rendu public. La négociation fut expédiée en 4 rencontres et 5 mois de négociations mais, selon la règle des accords commerciaux régionaux de l'OMC, l'essentiel des échanges semble pris en compte et il s'agit d'un accord de « nouvelle génération » incluant les marchés publics, les droits de propriétés intellectuelle, les PME... 96% des droits de douanes sont éliminés.

Depuis le premier des accords d'Abraham (signé en septembre 2020 avec les EAU), il s'agissait, pour Israël, de l'ALE **le plus facile à conclure** et le plus emblématique. Des négociations du même type sont engagées avec notamment l'Australie, la Chine et l'Inde.

En un an, donc avant cet ALE, le commerce bilatéral est déjà passé de 190 millions USD (2020) à 1,2 milliard USD (2021), c'est déjà plus du triple des échanges avec l'Egypte qui a normalisé ses relations avec Israël en 1979. On est passé de zéro à 7 vols quotidiens entre les deux pays, 1 000 entreprises israéliennes auraient établi des bureaux et partenariats aux EAU. On attend jusqu'à 2 milliards d'échanges en 2022 et l'ambition politique est de les porter à 10 milliards dans les deux sens d'ici 5 ans.

2. DANS LA REALITE IL S'AGIT D'UN EVENEMENT SECONDAIRE

- Israël faisait déjà des affaires avec les pays du Golfe depuis une dizaine d'années, tout particulièrement avec les EAU dont l'atout majeur est d'offrir une plateforme de rayonnement sur le Moyen Orient et vers l'Asie.
- Dubaï accueille la troisième bourse mondiale du **diamant**, Tel Aviv la deuxième. Leurs relations sont donc « naturelles ». Le diamant est un secteur important (12 à 15% du commerce extérieur israélien). A titre d'illustration, en 2021 les 384 millions USD exportés par Israël aux E.A.U. étaient constitués à 70% de diamants et les 771 millions USD importés par Israël de 40% de diamants.
- Le commerce des services, en forte progression en Israël puisque les exportations de services dépassent désormais celles de biens, n'avait guère besoin d'un ALE pour prospérer (Hi Tech, etc). L'accès de certaines entreprises israéliennes aux marchés publics émiriens sera cependant facilité.

3. AU-DELA DU SYMBOLE, CET ALE ENCADRE DES RELATIONS AMENÉES A PROSPERER ET ILLUSTRE L'INSERTION PROGRESSIVE D'ISRAËL DANS SON ENVIRONNEMENT GEOGRAPHIQUE.

- **Les E.A.U. deviennent un investisseur sérieux en Israël depuis un an.**

Dès novembre 2021 un investissement d'1 milliard USD, le plus important à ce jour venant d'un pays musulman, a été fait par le fonds Mubadala dans l'exploitation d'un champ gazier au large d'Israël.

En janvier 2022, avant même la conclusion de l'ALE, on apprenait que Mubadala avait investi 100 millions USD dans plusieurs sociétés de capital risque israéliennes actives sur le créneau des start-ups et de l'innovation (*Mangrove Capital, Partners, Entrée Capital, Aleph Capital, Viola Ventures, Pitango* et *MizMaa*).

Les autorités israéliennes ont par ailleurs évoqué la création d'un fonds d'investissement israélo-émirien en R&D, qui ne semble pas opérationnel, mais serait doté de 94 millions USD sur 10 ans et alimenté à parts égales à hauteur de 4 millions USD/an. La création d'un fonds émirien de 10 milliards USD ciblant des secteurs stratégiques en Israël (énergie, industrie, eau, espace, santé et agro-technologie) avait été annoncée dès mars 2021 par les dirigeants des deux pays.

Parallèlement, un groupe de travail bilatéral sur la coopération bancaire et financière a été formé et un dialogue régulier ainsi que plusieurs accords se sont noués entre la place financière d'Abu Dhabi (Abu Dhabi Global Markets) et les acteurs israéliens de la finance (le régulateur Israeli Securities Authority, la bourse Tel Aviv Stock Exchange).

Au-delà de ces annonces, les E.A.U. apparaissent ainsi comme une **nouvelle source de financements pour ce moteur économique israélien qu'est la Hi tech (15% du PIB, 22 milliards USD d'IDE en 2021)**.

Eric SAYETTAT